

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)REQUIS  
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

## INVESTIR

### INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Selon le [Rapport sur l'Investissement Mondial 2023](#) publié par la CNUCED, la France était le dixième plus grand bénéficiaire d'IDE en 2022, et le deuxième en Europe, avec un total de 36,4 milliards de dollars, contre 30,8 milliards de dollars un an plus tôt (+17,9%), principalement en raison de grandes opérations de fusion-acquisition (passant de 4,6 milliards de dollars à 31 milliards de dollars), dans les secteurs des transports et de l'entreposage, des technologies de l'information et de la communication, ainsi que de la finance et de l'assurance. Les projets Greenfield annoncés en France ont atteint 20 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars en 2021. Au cours de la même année, le stock d'IDE a atteint 896,8 milliards de dollars, soit environ 32,2% du PIB du pays. Les pays détenant la majorité des IDE sont les États-Unis (18,3%), la Suisse (13,4%), l'Allemagne (12,3%), le Royaume-Uni (11,5%), le Luxembourg (9,4%) et la Belgique (6,7%); tandis qu'en termes de secteurs, les investissements sont principalement dirigés vers la fabrication (29,1%), les activités de finance et d'assurance (25,7%), l'immobilier (21,3%), le commerce de gros et de détail (7,4%), les activités scientifiques, techniques et spécialisées (4,9% - données de la Banque de France). Selon les derniers chiffres de l'OCDE, au premier semestre de 2023, les entrées d'IDE ont atteint 1,7 milliard de dollars, contre 1,4 milliard de dollars sur la même période de l'année précédente.

La France est très ouverte aux investissements étrangers. Parmi ses principaux atouts figurent une population bien éduquée, des universités de premier plan et une main-d'œuvre qualifiée. Elle possède un ethos commercial contemporain, des marchés financiers avancés, une application robuste des droits de propriété intellectuelle et un paysage commercial novateur. Renommée pour son infrastructure exceptionnelle, la France dispose de trains de passagers à grande vitesse, de nombreux ports maritimes, de vastes réseaux routiers, d'un système de transport public complet et de connexions intermodales fluides. La couverture mobile haut débit est étendue, avec la 5G désormais accessible dans de nombreuses grandes et moyennes agglomérations. En revanche, la France continue de lutter contre des obstacles de longue date pour les investisseurs étrangers, notamment les coûts salariaux, les protections sociales, la législation sociale et les complexités administratives. Cependant, le savoir-faire en matière d'innovation, les capacités de recherche, les politiques récentes favorables aux entreprises et les initiatives gouvernementales en faveur de la transition écologique constituent des attractions convaincantes pour les investisseurs. La propriété étrangère d'entreprises en France ne fait l'objet d'aucune contrainte légale, sauf pour certains secteurs. Cependant, les acquisitions d'entreprises domiciliées ou de filiales opérant dans des secteurs critiques liés aux intérêts nationaux, à l'ordre public, à la sécurité et à la défense de la France, ou engagées dans la R&D sur des technologies critiques ou à double usage pour ces secteurs, nécessitent une notification préalable, un examen et une approbation du Ministre de l'Économie. De plus, le 28 décembre 2023, le gouvernement français a promulgué le décret numéro 2023-1293 et un arrêté administratif correspondant, élargissant le champ d'application des règles françaises en matière d'IDE. Les changements notables incluent l'extension de la portée pour le contrôle des acquisitions d'"établissements commerciaux" non constitués en société en France détenus par des entreprises étrangères, l'établissement d'un seuil de déclenchement permanent de 10% des droits de vote pour les investisseurs non européens et non issus de l'Espace économique européen dans les sociétés françaises cotées en bourse, l'élargissement des activités couvertes pour inclure l'extraction, le traitement et le recyclage de matières premières critiques, ainsi que la sécurité des établissements pénitentiaires. De plus, les nouvelles règles modifient la liste des technologies critiques pour la R&D, remplaçant l'énergie renouvelable par l'énergie bas carbone, et ajoutant la photonique. La France se classe 11e parmi les 132 économies sur l'[Indice Mondial de l'Innovation 2023](#) et 57e sur 177 pays

sur l'Indice de la Liberté Économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
<b>Flux d'IDE entrants</b> (millions USD)	11.359	30.885	36.413
<b>Stocks d'IDE</b> (millions USD)	952.937	944.763	896.806
<b>Nombre d'investissements greenfield*</b>	590	595	614
<b>Value of Greenfield Investments (million USD)</b>	15.852	13.956	20.238

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	France	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
<b>Index de transparence des transactions*</b>	8,0	6,5	7,0	5,0
<b>Index de responsabilité des managers**</b>	3,0	5,3	9,0	5,0
<b>Index de pouvoir des actionnaires***</b>	6,0	7,3	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

## POURQUOI CHOISIR D'INVESTIR EN FRANCE

### Les points forts

La France est l'une des dix premières puissances économiques mondiales et dispose de nombreux atouts pour attirer les investisseurs étrangers :

- Une situation géographique stratégique située au centre de l'Europe occidentale
- Un tissu tertiaire (notamment le tourisme) développé, une vaste assise industrielle et de fortes capacités de production agricole
- Des infrastructures de premier plan et des services publics de qualité
- Une main-d'œuvre qualifiée et productive (2e pays européen en termes de productivité horaire) et une démographie dynamique
- Un environnement des affaires favorable aux investissements et un cadre légal relativement stable et transparent
- Une économie diversifiée et qui regorge d'un large panel d'acteurs allant des grandes multinationales aux start-ups de la high-tech (French tech).

### Les points faibles

Les principaux freins de l'économie française pour attirer les IDE sont les suivants :

- Un taux d'imposition des sociétés parmi les plus élevés du monde
- Un coût de la main-d'œuvre important
- La lourdeur des régimes fiscaux et du travail

- Un taux de chômage élevé (7,9% en 2021, INSEE) qui touche particulièrement les jeunes et les travailleurs âgés
- Des inégalités en croissance
- Des dépenses publiques élevées alimentant une dette publique déjà significative (112,3% du PIB en 2021, FMI)
- Un faible niveau de PME opérant à l'export ou investissant dans l'innovation.

## Les mesures mises en place par le gouvernement

De nombreuses réformes ont vu le jour ces dernières années dans le but de redynamiser l'économie nationale et d'attirer les investisseurs étrangers. En voici les principales :

- Le nombre de formalités administratives pour l'implantation des entreprises étrangères a été réduit.
- La mise en place d'un programme de crédit d'impôt de 20 milliards EUR (crédit d'impôt compétitivité emploi), la suppression de la taxe de solidarité et la création du crédit impôt recherche et d'incitations pour les jeunes entreprises innovantes.
- La réforme du code du travail renforçant la formation professionnelle et ajoutant plus de flexibilité dans le marché du travail.
- La réduction de taux de l'impôt sur les sociétés de 33% à 25% d'ici 2022.
- Fiscalité compétitive de la recherche et des régimes d'exonération temporaire pour les jeunes pousses innovantes et les nouvelles entreprises.
- Les entreprises étrangères ont accès aux mêmes subventions que les entreprises françaises (aides pour l'investissement productif, pour la R&D, à la formation professionnelle, à la création d'emploi, etc.).

## LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

### Les secteurs économiques clés

Aérospatiale, automobile, agroalimentaire, pharmaceutique, industrie du luxe et de la mode, micro électrotechnique, logistique, équipement de santé.

### Les secteurs à fort potentiel

Biotechnologies, télécommunications, services aux entreprises, techniques de l'information et de la communication, environnement.

### Les programmes de privatisation

Électricité, gaz et transport ferroviaire, services postaux. Le gouvernement n'a pas annoncé récemment de plan de privatisation des entreprises publiques restantes mais il a diminué ses participations dans plusieurs sociétés.

### Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[BOAMP](#), Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics

[MPF](#), Marchés publics et projets en France

[Tenders Info](#), Appels d'offres en France

[Ted - Marchés publics européens](#), Opportunités d'affaires dans l'UE

## **Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres**

### **Les secteurs monopolistiques**

Le gouvernement français maintient toujours des monopoles légaux dans les entreprises de services publics : le réseau ferroviaire (SNCF), les transports en commun parisiens (RATP), la fabrication et distribution de tabac (Altadis), les centrales nucléaires (EDF), la défense, l'énergie, le transport aérien, l'aérospatiale.

### **Les secteurs en déclin**

Textile, Chaussure

## **Trouver de l'aide pour des informations complémentaires**

### **Les agences d'aide à l'investissement**

[Business France](#) (Agence nationale pour le développement international de l'économie française)

### **Les autres ressources utiles**

[Bpifrance](#) (Banque publique d'investissement)

[Guichet Entreprises](#) (agence gouvernementale française)

[Les-Aides.fr](#) (Guide sur les aides aux entreprises)

### **Les guides de l'investisseur**

[Investir en France](#)

[Doing business in France](#) (Guide par Thomson Reuters Practical Law)

[Faire des affaires en France](#) ((Service des délégués commerciaux, Gouvernement du Canada)

[Le régime français des investissements étrangers](#) (Pinsent Masons)